

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT (4^e PARTIE ET FIN) L'affaire Clearstream ou le scandale financier du siècle

"Clearstream" est une institution financière pas comme les autres, domiciliée au Luxembourg et qui est un pivot des échanges entre banques, par laquelle ne feraient que transférer les fonds, mais c'est bien plus que cela. Des pratiques opaques ont fonctionné pendant des années faisant de cette institution un instrument du blanchiment d'argent à très grande échelle et niché au cœur de l'Europe ! Cette histoire est révélatrice de l'étendue de la criminalité transnationale organisée sous le couvert de réseaux bancaires et financiers drapés de "légalité". Voici une des facettes les plus dangereuses d'une mondialisation effrénée et de la facilité avec laquelle d'énormes capitaux à l'origine douteuse et incontrôlée circulent avec une multitude de complicités à travers le monde.

Les investigations engagées en 2001, après la parution du livre *Révélation\$* — aux éditions Les Arènes, Paris — de l'écrivain Denis Robert (livre évoqué à plusieurs reprises dans les pages du *Soir Corruption* en 2001 et 2002), puis de nouveau en 2004 à travers l'affaire des frégates (ventes militaires françaises à Taiwan), ont placé sous le feu des projecteurs Clearstream. L'existence de cette société de droit luxembourgeois était jusque-là seule connue des professions financières. Soudain, elle devenait une institution financière occulte et autoréglée, dont la vocation principale servait, selon le livre, d'"outil de dissimulation" à des opérations de blanchiment d'argent, organisées à grande échelle par "un nombre croissant d'initiés". Partie intégrante et essentielle de l'infrastructure des marchés financiers, au même titre que les Bourses, cette société a été créée en 1972 pour assurer le traitement technique (c'est-à-dire le dépôt et la livraison) des premiers euro-obligations, des titres émis sur le marché des emprunts internationaux.

Elle l'a été à l'initiative de banques européennes, qui entendaient ne pas laisser ce marché lucratif à leurs concurrents américains. La seule société qui existait alors, Euroclear, aujourd'hui numéro un en Europe, appartenait à l'Américain J-P Morgan. Depuis sa création il y a trente ans, Clearstream, devenue en 2002 propriété de la Bourse allemande, s'est développée, à mesure que les échanges se sont internationalisés. L'institution n'est plus centrée sur le traitement des euro-obligations, mais accepte toutes sortes de titres, dont les actions des grandes sociétés cotées en Europe.

Compensation, clearing et swift

Elle fournit à ses clients, pour l'essentiel des banques, trois services, dont deux sont nécessaires à l'achèvement d'opérations effectuées sur des titres. Il s'agit de la compensation, processus par lequel les obligations entre le vendeur de titres et l'acheteur sont établies (nombre de titres, prix de vente, date de livraison), et du règlement-livraison, terme désignant le transfert des titres du vendeur à l'acheteur, contre paiement. Clearstream conserve aussi des titres pour les clients qui le souhaitent. A cet égard, s'ils peuvent impressionner, les chiffres que publie

Clearstream ne doivent pas tromper : les 7 600 milliards d'euros de titres en dépôt dans ses livres ne lui appartiennent pas mais sont la propriété des banques qui les lui ont confiés.

Ces précisions ne signifient pas que Clearstream soit à l'abri d'opérations de blanchiment, opérées par des réseaux mafieux ou terroristes. Si plus de 90 % des transactions sont réalisées pour des banques strictement contrôlées, le fait que la société ait aussi pour clients des groupes financiers établis dans des paradis fiscaux, ces centres offshore peu régulés, est une faiblesse. Et ce, même si ces relations sont légales, Clearstream affirmant ne pas commercer avec des banques dont les sièges sociaux se trouvent dans des pays fichés sur la liste noire du GAFI, l'organisme international chargé de la lutte contre le blanchiment.

Comme les autres sociétés financières, Clearstream a donc des obligations en matière de surveillance des transactions, dont les régulateurs entendent qu'elles soient observées à la lettre. "Même si une opération de blanchiment a été effectuée en amont entre deux banques, le fait même qu'une société comme Clearstream la véhicule lui confère une responsabilité, explique un régulateur à Paris, il faut aller vers toujours plus de transparence dans ces organismes, afin d'empêcher que l'argent blanchi soit intégré à l'économie." Mais tout cela est l'image que Clearstream veut se donner actuellement après les "Révélation\$" du journaliste enquêteur Denis Robert, révélations qui ont ébranlé le monde de la finance internationale et qui contiennent de faire des vagues malgré toutes les tentatives de mettre un frein à cette affaire et de l'enterrer définitivement. Aussi bien dans cet ouvrage que dans sa suite *La boîte noire* — même auteur et même éditeur —, on nous explique que dans les mécanismes opaques des chambres de compensation internationale se cache non seulement une des clés de la mondialisation financière, mais aussi de la mondialisation criminelle ! A ces énormes "Révélation\$" n'a succédé qu'un silence assourdissant de l'ensemble des acteurs du système mis en cause dans le fonctionnement de Clearstream et, dans une moindre mesure, de son homologue Euroclear ainsi que du système de routage financier Swift. Une stratégie de l'autruche bien connue des milieux financiers surtout quand les accusations sont sérieuses, fondées et étayées. Des juges et magistrats spécialisés dans les enquêtes financières et économiques avaient réagi pour briser ce silence, en publiant une tribune dans le quotidien français *Le Monde* (édition du 10 mai 2001), intitulée "Les boîtes noires de la mondialisation financière", et ces juges n'étaient pas des moindres : Bernard Bertosa, procureur de Genève, Eva Joly, juge du pôle financier à Paris, Renaud Van Rybbeke du même

pôle, Benoît Dejemeppe, procureur du roi à Bruxelles, et Jean de Maillard, magistrat français. Pour eux — sur la base de cet ouvrage, de leur expérience professionnelle et de leurs propres enquêtes un des points forts de "Révélation\$" a trait notamment au chaos des flux financiers qui ne serait qu'apparent. Ils considèrent que si la raison d'être des paradis fiscaux et des centres "off shore" est de cacher à merveille les points de passage et d'arrivée des capitaux sales, leur raison d'être, tenter de les découvrir, "revient à chercher une aiguille dans une meule de foin, laquelle serait, de surcroît, gardée dans une forteresse protégée par une garnison puissamment armée" ! Ils ne croyaient pas si bien dire. Mais "comme les capitaux d'origine criminelle passent dans les mêmes "tuyaux" financiers que les autres, c'est-à-dire les sociétés de clearing et de routage financier, ils deviennent vulnérables précisément pendant leurs transferts".

Traçabilité des transferts financiers

En fait, ces transferts ne sont pas si invisibles physiquement, car en réalité les sociétés de clearing et de

routage exercent un quasi-monopole sur le transport international des capitaux. Et les auteurs de cette tribune de confirmer une révélation de taille dans *Révélation\$* : "Contrairement, là aussi, à ce qu'on imagine souvent, aucune trace de la circulation des capitaux, qu'ils soient licites ou non, ne s'égare, car il est essentiel de la conserver pour servir de preuve des transferts et des changements de propriété."

D'ailleurs, pour la petite histoire, quelques affaires bien algériennes sont citées dans cet ouvrage, numéros de compte à l'appui notamment, et d'autres scandales ! Cette traçabilité des capitaux et des flux financiers existe ne serait-ce que pour retrouver les maillons d'une histoire en cas de contestation ou de contentieux entre les opérateurs. De ce fait pour nos juges une conclusion s'impose : "Abandonnés sans contrôle réel, ces organismes peuvent être les pourvoyeurs de fraudes financières, de la corruption et du blanchiment" ! Et de proposer : "Pourquoi ne pas appliquer aux chambres de compensation les mécanismes de veille qui, par exemple, sont mis en place pour les cartes bancaires",... et... "placer ces institutions sous le contrôle d'une

organisation internationale qui pourrait jouer le rôle du tiers de confiance. Un progrès capital serait ainsi accompli dans la réconciliation entre la finance et la démocratie".

Presque 4 années après la publication de cette tribune, rien n'a vraiment changé au niveau de Clearstream et autres institutions similaires, sinon de rendre d'autres révélations plus difficiles. Denis Robert continue d'enquêter ; Bernard Bertosa n'est plus procureur de Genève ; Eva Joly a quitté la justice française et a retrouvé son pays natal la Norvège où elle conseille le gouvernement sur les stratégies de lutte contre la corruption. Mener le combat contre le blanchiment d'argent n'est pas une mince affaire.

A travers les 4 parties de ce dossier publié dans *Le Soir corruption* depuis le 24 janvier 2005 — suite à l'adoption par les députés algériens d'une loi anti-blanchiment — nous n'avons qu'effleuré ce sujet ; mais une chose est sûre : il ne suffit pas de légiférer. S'il y a une réelle volonté politique de mener cette lutte, elle se mesure aux actes et aux actions sur le terrain et, là, on est encore très loin du compte.

Djilali Hadjadj

Un des patrons véreux de Claeerstream s'explique et s'enfonce davantage

Dans un entretien au quotidien français Le Monde (édition du 23 décembre 2004), André Roelants, l'actuel patron de Clearstream, estime que "rien ne reste des accusations déliantes" portées contre la chambre de compensation. C'est le voleur qui crie au vol, comme d'habitude.

A une question du journaliste du *Monde* — la justice luxembourgeoise le 30 novembre avait clôturé par un non-lieu l'enquête ouverte notamment pour "blanchiment" contre Clearstream, s'il pensait en avoir fini avec les soupçons qui ont terni l'image de son entreprise, André Roelants répondait avec un accès d'assurance :

"Absolument. Cette décision met un point final à toute l'affaire. Une enquête judiciaire en profondeur a été menée au sein de notre société — en plus des investigations que nous avons nous-mêmes conduites. L'enquête a duré trois ans et demi, pendant lesquels nous avons ouvert nos livres et nos systèmes. Personne n'a jamais pu rien démontrer à propos de prétendus comptes secrets. Et pour cause, ils n'existent pas !

Mais lorsque le journaliste lui précise que sa société est aussi citée dans l'affaire des frégates de Taiwan où des hommes politiques français sont impliqués (selon un informateur anonyme, Clearstream aurait hébergé des comptes de personnalités, notamment politiques, sur lesquels des commissions illégales auraient transité), le patron de Clearstream a perdu de son assurance :

"C'est une nouvelle fois rocambolesque, nous sommes en présence d'un mauvais policier de série B ! Nous n'avons aucun compte de particulier, pas plus celui de Nicolas Sarkozy que celui de Dominique de Villepin, comme vous pouvez le vérifier sur Internet, où la liste de nos clients est consultable par tous. Cette transparence nous a d'ailleurs peut-être desservi, dans la mesure où des personnes malintentionnées ont pu s'emparer de cette liste,

pour la modifier à dessein. Le corbeau, dans l'affaire des frégates, a produit des faux grossiers. Pour quelqu'un un peu bricoleur, il est facile de trafiquer ces fichiers. La réalité, c'est que seuls nos clients — les banques — connaissent le nom du bénéficiaire final d'une transaction. Nous avons collaboré, avec la justice luxembourgeoise, à l'enquête ouverte en France et nous rencontrerons le juge Renaud Van Rybbeke dès que cela sera possible. Cela devait d'ailleurs se faire, mais cette rencontre a été reportée, à sa demande. L'affaire des frégates de Taiwan est une manipulation politique et pose une seule question : celle de ventes d'armes et de commissions illégalement perçues. Tenter de mêler Clearstream à l'affaire des frégates est plus qu'une absurdité, c'est une grossière manipulation.

Mais le fait que vous acceptiez parmi vos clients des banques installées dans des paradis fiscaux ne vous amène-t-il pas à achever, de fait, des transactions potentiellement douteuses, insiste le journaliste ? La réponse du patron de Clearstream est édiante :

"Toutes les grandes banques possèdent des filiales ou des succursales partout dans le monde, y compris dans des pays qui ne sont pas membres du GAFI

(Groupe d'action financière). Cela n'est pas de notre responsabilité, il faut interroger les banques. Nous ne faisons que permettre le transit des fonds. Notre métier consiste à faire en sorte que les flux échangés entre établissements financiers se recoupent et s'équilibrent. Il n'est pas dans nos attributions de les contrôler." Cette dernière phrase est terrible et accablante pour Clearstream dont le chef conclut cet entretien par ce qui s'apparente à des aveux qui ne disent pas leur nom : "Peut-être avons-nous sous-estimé cette affaire et les torts qui allaient nous être causés. Si nous n'avons perdu aucun client, nous avons en revanche subi un important préjudice d'image, qui n'a pas vraiment été du goût de notre actionnaire, la Bourse de Francfort. La marque a une valeur. Cette affaire nous a déjà conduits à nous séparer de notre précédent président, André Lussi, dont le style de management avait été critiqué. Désormais, nous allons communiquer davantage. Nous réfléchissons, par ailleurs, à sécuriser davantage l'accès à notre système d'information, afin d'éviter toute manipulation. La liste des clients pourrait devenir confidentielle." Rien que ça !

LSC

Denis Robert persiste et signe, et affirme détenir des preuves

En dépit du non-lieu prononcé par la justice luxembourgeoise, l'auteur de *Révélation\$,* Denis Robert, reste persuadé qu'il existe "une affaire Clearstream", reposant sur l'utilisation frauduleuse, par des clients de l'institution, de comptes non publiés. S'appuyant sur l'enquête judiciaire engagée en marge de l'affaire des frégates, l'écrivain va lui consacrer un nouvel ouvrage, qu'il pense publier en 2005.

"Le système offre la possibilité à ceux qui le souhaitent de faire des opérations douteuses", a-t-il indiqué, affirmant détenir "des preuves matérielles de l'existence de comptes ouverts pour des personnes privées".

Ce que conteste Clearstream. Une tentative de médiation, qui n'a pour l'instant pas abouti, a récemment eu lieu entre la société et M. Robert.

LE DEBAT EST OUVERT

Le Soir Corruption peut être joint par voie postale

Le Soir d'Algérie - Espace "Corruption"

Maison de la presse,
1, rue Bachir-Attar, Alger
Fax : 021 67.06.56

Internet :
soir_corruption@hotmail.com